

Rencontre du Réseau des CRIGEs avec les institutions nationales autour de l'articulation entre les portails géographiques nationaux et territoriaux

Mardi 5 juillet de 14h00 à 16h30 à Saint Mandé

Pole Géoscience de St Mandé, IGN, 73 avenue de Paris - BAT A Pièce 571 Salle DAUBREE

Animation: Christine ARCHIAS (VP AFIGEO / Dir. CRIGE-PACA)

Liste des participants

Nom	Prénom	Structure
ARCHIAS	Christine	CRIGE-PACA
BUCHAUT	Romain	CRIGE-PACA
DESHOUX	Vincent	GEOPAL
DUMONTET	Pauline	GéoBourgogne
FLORET	Olivier	GéoCentre
LADURELLE	Elise	AFIGEO
LEVEQUE	Clara	SIG LR
NICEY	Suzanne	GéoBourgogne
RIALLANT	Yves	AFIGEO
SAGOT	Anne	PIGMA
VADIN	Mickaël	Région Grand-Est / Cigal
DENEFF	Xavier	GEORHONEALPES

Intervenants extérieurs

Nom	Prénom	Structure
DAVID	Benoit	MIG / MEEM
DECHERF	Maëlle	BRGM
DESBOEUF	Jérôme	SGMAP / ETALAB
HALLEMAN	Fionn	IGN
SEGARD	Michel	IGN

Sommaire

1. Présentation collective du Réseau des CRIGEs, Christine ARCHIAS, AFIGEO / CRIGE-PACA.....	2
2. Politiques, stratégies et évolutions envisagées du Géocatalogue, Maëlle DECHERF – BRGM.....	8
3. Politiques, stratégies et évolutions envisagées du Géoportail, Michel SEGWARD, Fionn HALLEMAN – IGN	9
4. Point sur les Programmes d'investissement d'avenir.	10
5. Conclusion	11

1. Présentation collective du Réseau des CRIGEs, Christine ARCHIAS, AFIGEO / CRIGE-PACA



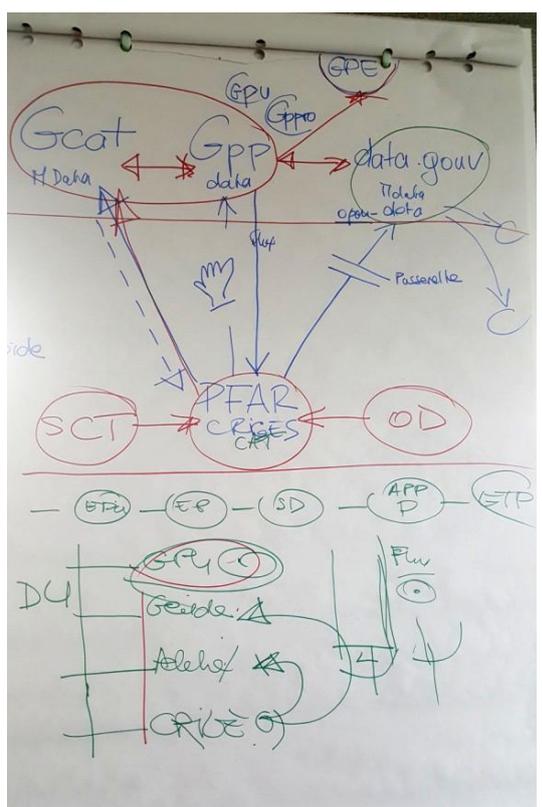
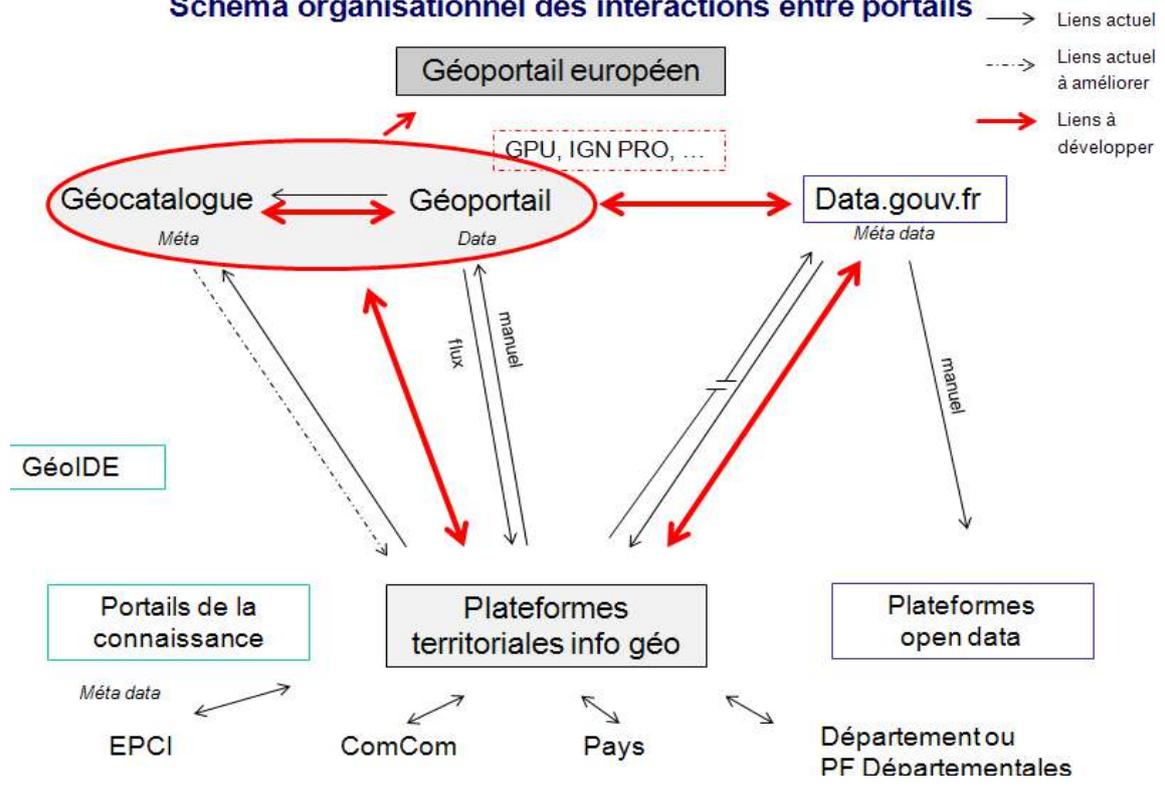
Christine ARCHIAS remercie l'ensemble des participants et invités nationaux.

Elle fait un rappel sur l'organisation, les travaux et projets du Réseau des CRIGEs ([fiches de bonnes pratiques](#), transformation du [catalogue des IDG](#) en observatoire des plateformes avec l'appui du CEREMA, organisation des [Rencontres des Dynamiques régionales en Pays de la Loire](#), les 17 et 18 novembre 2016 qui abordent des sujets stratégiques), etc.

Puis elle présente l'objet de la réunion aux invités. Dans un contexte de réorganisation territoriale et d'ouverture vers de nouveaux usages (intégration de l'open data dans les géoportails, implication des CRIGEs dans les stratégies de la « connaissance », lois Lemaire et Nôtre, ouverture aux EPCI), les CRIGEs sont dans l'obligation de concentrer leurs moyens sur les attentes des acteurs locaux. Ce recentrage ne doit pas se faire au détriment de l'articulation avec les projets nationaux, et avec les infrastructures et portails porteurs de ces projets. Or, l'organisation actuelle au niveau national n'est pas perçue comme suffisamment claire et performante par l'échelon local, pour permettre une articulation fluide.

Le Réseau souhaite partager avec les maitres d'ouvrage et d'œuvre des portails nationaux, au travers de schémas organisationnels, sa vision commune de l'organisation actuelle et d'une organisation souhaitée qui permettrait une juste répartition des moyens entre l'animation locale et l'articulation avec les portails nationaux.

Schéma organisationnel des interactions entre portails



Sur le volet interaction avec le Géocatalogue :

- pour alimenter les catalogues régionaux et le catalogue national, les PF territoriales fournissent d'importants efforts d'animation en infra régional. Cela nécessite de développer des connecteurs pour récupérer les métadonnées, d'animer des sessions de formation, de mener des actions... le mouvement open data ainsi que les enjeux de rapportage nécessitent une animation / communication complémentaire (info sur les licences, ...).
- Pour alimenter le Géocatalogue national, les PF remontent leurs métadonnées ou sont moissonnées. Des questions se posent concernant:
 - o la redescente des métadonnées du niveau national (issues du moissonnage d'autres acteurs territoriaux indépendamment des PF) pour alimenter les portails régionaux,
 - o la valorisation des producteurs des données et non de la PF (logo).

Sur le volet interaction avec le « Géoportail » :

- il n'existe pas de procédure automatisée (seulement manuelle) pour remonter des données dans le Géoportail, mais la redescente des données dans les plateformes territoriales fonctionne.

Sur le volet interaction avec data.gouv.fr :

- La passerelle Inspire permet d'alimenter data.gouv.fr de données Inspire « ouvertes » à partir des plateformes territoriales / nationales. Le principe est une remontée volontaire et manuelle et pas un moissonnage automatique : (NB : après configuration lors de l'ajout d'une PF, il est possible de fonctionner en automatique ou en publication manuelle. La possibilité pour les collectivités de publier explicitement les données sur data.gouv.fr était une demande de ces dernières : il s'agissait pour les collectivités engagées dans l'Open Data de pouvoir maîtriser la date de diffusion sur data.gouv.fr, dans le but d'ajuster leurs campagnes de communication.)
- La redescente se fait par flux. Bientôt des API seront disponibles.

Sur le volet interaction avec GéoIDE

Pourquoi le patrimoine ouvert de GéoIDE n'est pas interopérable avec Géocatalogue ? Les PF n'arrivent pas toujours à moissonner les catalogues de GéoIDE, c'est compliqué et ne couvre pas encore toute la France.

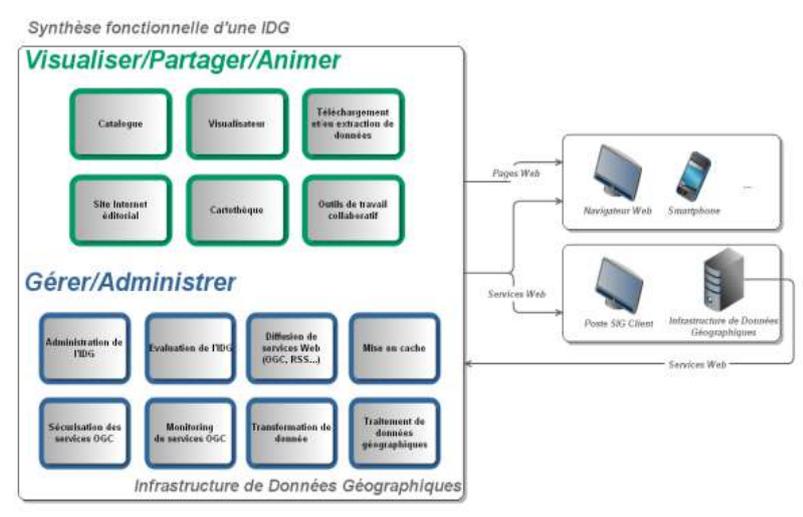
Le panorama actuel est perçu comme relativement complexe et manque de lisibilité auprès des utilisateurs locaux. Des propositions de simplification sont présentées, tout en prenant en compte :

- les enjeux historiques qui orientent cette organisation,
- le contexte actuel d'évolution des modèles économiques et la baisse des financements Etat dans les PF qui ne peuvent plus proposer des services perçus comme « tout gratuit »,
- l'objectif d'amélioration du dialogue avec les acteurs locaux,
- Les nouveaux enjeux liés à la multiplication des portails locaux : open data, plateformes de la connaissance, portails thématiques... Parfois ces portails convergent (ex en PACA une Infrastructure commune avec Open Paca et 2 portails).

Les propositions / attentes :

- ➔ **Une liaison Géoportail / Géocatalogue plus performante pour créer une véritable IDG nationale =>** avec pour conséquences attendues une meilleure lisibilité:
 - des métadonnées moissonnées par le Géocatalogue dans le portail européen,
 - des données territoriales dans le Géoportail,

Ce modèle de « synthèse fonctionnelle d'une IDG » peut-il être transposé au niveau de l'organisation nationale ?



Source AFIGEO

Pour Benoit DAVID, l'IDG nationale répondant aux exigences d'Inspire existe au travers du Géocatalogue et du Géoportail qui proposent : des services web, la capacité de télécharger, d'accéder, de visualiser des données. Le principe d'Inspire est que la donnée reste chez le producteur. Ce principe est connu mais son application par les acteurs locaux fonctionne mal, comme d'ailleurs d'autres mesures liées à Inspire. Il faudrait en tenir compte.

- ➔ **Si le lien GéoCatalogue / Géoportail était renforcé alors data.gov.fr pourrait directement moissonner le Géocatalogue pour ce qui est « open data »** au lieu de se connecter à l'ensemble des PF territoriales.
 - (NB : ce n'est pas la position d'Etalab, car data.gov.fr moissonne la source, au plus près du producteur).
 - (NB : pour le BRGM, si le moissonnage des PF territoriales fonctionne, le Géocatalogue devrait être représentatif de toutes les données (dont opendata) disponibles et pourrait donc être exploité par la plateforme opendata (filtre sur les données ouvertes).
- ➔ **Le Géoportail de l'Urbanisme (GPU)** et d'autres projets thématiques donnent l'impression de briques qui se rajoutent sans réelle coordination avec l'IDG nationale de base. La DHUP reste attentive pour améliorer les liens.
- En PACA, par exemple, on trouve des **PLU numériques** dans le portail du CRIGE-PACA, dans GeoIDE, dans le GPU, dans Adélie-Cartélie, ce qui nécessite le développement d'autant de

connecteurs pour fournir ces éléments sur un point d'accès unique. C'est une phase transitoire relativement complexe au niveau du GPU.

- La compétence Urbanisme et l'accès au GPU sont du ressort des collectivités, qui avec le retrait des DDT, doivent être accompagnées dans cette nouvelle démarche. Les PF proposent des services (qualification des DUnum avant dépôt –notamment conformité géométrique avec le cadastre-, validation des zonages par convention avec les CT, etc.). Mais les PF n'ont pas toutes les mêmes niveaux de services. L'enjeu n'est pas tant technique qu'organisationnel, entre échelons selon les compétences des uns et des autres...
- Côté GPU il y aura des optimisations favorables (en termes d'outils) pour l'économie de moyens : l'équipe du GPU reste très ouverte.

➔ **Pour Michel SEGARD, il faut définir ce qui relève du niveau territorial / national ?** Toutes les données ont-elles vocation à remonter au niveau national ou ont-elles intérêt à rester au niveau territorial ? Cela dépend des politiques nationales, des silos, des confusions faites entre métadonnées et données. Faut-il définir un rôle des PF sur certaines données locales ? L'utilisateur devra dans tous les cas jongler sur tous les niveaux. La démarche du GPU est intéressante : un volet juridique qui va intéresser les utilisateurs, mais une vraie difficulté pour remonter les PLU dans le respect du format CNIG...

- Cette organisation peu articulée est chronophage pour les PFR qui devront peut-être à terme se concentrer sur des problématiques locales. Pour M. SEGARD c'est peut être une orientation sur laquelle chacun doit se pencher...

➔ **La question des données « open data » n'est qu'une modalité de diffusion**, d'interface et cela ne sera pas un problème dans le futur. Mais cela impacte les PF info géo qui proposent des données ouvertes, car pas le même type d'accès, mode de diffusion, ...

- Une réflexion à mener sur **quels services de diffusion / d'accès aux données gratuites et ouvertes** doit on fournir ?
- La difficulté pour les PF dans la démarche OD réside dans **l'identification d'indicateurs de suivi des usages des données et des services associés ?** Comment analyser les statistiques de consommation, d'usages, les profils usagers ? Quid de l'intérêt de d'identifier les « clients » pour faire vivre un réseau et les données ? La traçabilité des usagers et des usages permet pourtant de programmer et de justifier les financements.
- **Côté Etalab**, si on limite la circulation et l'accès à certaines ressources, on perd l'effet levier sur l'infrastructure dès le départ.
 - Ce qui intéresse c'est le **profil utilisateurs** le parcours réalisé sur les sites, les usages, la consommation (système de tracking)...
 - A divers niveaux on peut **imaginer des interfaces d'inscription** (creuser les pistes de FranceConnect¹ qui promeut l'interopérabilité des comptes utilisateurs, (et non un système d'identité unique). Des protocoles / API existent et permettent par exemple de savoir qui a accès à une donnée d'un CRIGEs sur data.gouv.fr.

¹

Voir Article transmis par B. David : [FranceConnect, c'est officiellement parti !](#)

- Au-delà des enjeux techniques ce sont bien des aspects animation qui importent pour faire vivre les usages locaux. Les statistiques sur l'ampleur des usages des données locales exposées au niveau national dans data.gouv.fr sont disponibles mais personne ne s'y intéresse.
- ➔ **Lorsque les PFR (ex de SIG LR) rediffusent via des flux certaines données de l'IGN elles doivent passer par le site « IGN PRO »,** qui constitue un autre PF plutôt commerciale par rapport à l'IDG Inspire constituée du Géoportail / Géocatalogue ... d'où l'intérêt pour un système d'identification unique.

Echange sur l'évaluation de la performance de services web / d'accès aux données (démarche de supervision):

- Par rapport à l'offre de service de Spatinéo : l'initiative de la MIG est de développer la culture de l'évaluation, avec l'objectif de bénéficier d'une connaissance collective des enseignements que cet outil permet de tirer au regard des usages / utilisateurs.
- NB : Le BRGM n'a pas pour mission de superviser les données et services référencés dans le Géocatalogue.
- IGN a l'habitude de vérifier la conformité / disponibilité d'un service web, mais les résultats des tests sur le fonctionnement effectif des services ne sont pas transmis au producteur.
- Un jeu de données ne peut être publié sur data.gouv.fr que s'il est disponible. Etalab fait aussi des tests poussés sur la disponibilité des services, des données, si par la suite un jeu de données devient indisponible trop longtemps, il est supprimé. (situation actuelle).

➔ *Il serait intéressant que l'information sur un service qui ne fonctionne plus soit transmise au producteur (via la boîte mail qui figure dans les métadonnées ?)*

➔ *les PF souhaiteraient bénéficier d'une check List relative aux outils qui garantissent une interopérabilité parfaite afin que lorsqu'un changement s'opère, il soit répliqué partout.*

➔ *Au BRGM : une équipe dédiée à la maintenance des services web peut apporter son expertise sur ces sujets.*



2. Politiques, stratégies et évolutions envisagées du Géocatalogue, Maëlle DECHERF – BRGM

→ *Voir support de présentation*

Rappel des missions du BRGM, de l'équipe et du périmètre d'intervention,... quelques chiffres.

Après une phase d'alimentation du catalogue nationale avec une logique plutôt quantitative en termes de publication de métadonnées, le BRGM et la MIG ont la volonté d'améliorer la qualité des contenus du Géocatalogue (pour une meilleure description et une meilleure indexation des données et services) et de réfléchir au positionnement du Géocatalogue dans l'écosystème français de l'information géographique.

Le BRGM est en charge d'une mission d'animation des utilisateurs du Géocatalogue, réaffirmée depuis plusieurs mois et se traduit par différents types d'action.

Un « **GT contributeurs du Géocatalogue** » a été mis en place à l'occasion de la journée INSPIRE 2015. Ce GT s'inscrit dans le cadre de la Commission Règle de mise en œuvre du CNIG (cf. [projet de mandat](#) en attente de validation par le CNIG. Il a pour objectif de mutualiser et recueillir les difficultés, attentes, retours d'expérience des utilisateurs du Géocatalogue pour améliorer le système, de la collecte (moissonnage) à la diffusion et la valorisation des ressources et supprimer les freins associés (existants ou nouvellement identifiés) mais également faire remonter les besoins utilisateurs (besoins fonctionnels et besoins en accompagnement).

Le développement d'un **Dash Board = tableau de bord** constitue une nouvelle action s'appuyant sur un outil libre (daobs - <https://github.com/INSPIRE-MIF/daobs>) qui permet de mettre en forme et de diffuser des indicateurs relatifs aux métadonnées. Au-delà du tableau de bord spécifique INSPIRE, le BRGM va proposer un tableau de bord français avec un paramétrage global (toutes plateformes territoriales, données INSPIRE ou non) et accessible publiquement. Ce tableau de bord français pourra évoluer au regard des retours / suggestions qui seront remontés à l'équipe Géocatalogue (indicateurs utiles, modes de représentations,...). Une communication sur le sujet est prévue pour septembre 2016.

Des **tutoriels** sont déjà disponibles sur le site du Géocatalogue (configuration du point de moissonnage, métadonnées de services, etc.) et d'autres sont en cours de rédaction (liens entre fiches, gestion des doublons, gestion des producteurs harmonisés et logos, etc.). La gestion des doublons est un problème majeur car les flux de métadonnées proviennent de partout et le GéoCatalogue manque d'outils de filtrage.

Pour une meilleure appropriation de l'outil par les usagers, une **refonte du site éditorial** est en cours (suspendue pour des raisons budgétaires). L'objectif est là encore de se tourner davantage vers les besoins utilisateurs pour un accompagnement plus adapté.

Dans le cadre d'Inspire, le BRGM prévoit également d'animer un **groupe d'experts** pour la standardisation des registres qui gèrent les listes de codes (avancement du sujet côté européen). Cette démarche devrait également permettre d'avancer un chantier stratégique sur la labellisation des producteurs référents de données métiers « de référence ». L'idée pour mettre en œuvre cette action « sensible » est de commencer par des acteurs/secteurs non polémiques.

3. Politiques, stratégies et évolutions envisagées du Géoportail, Michel SEGUARD, Fionn HALLEMAN – IGN

-> voir support de présentation

Le Géoportail aujourd'hui c'est une équipe d'une vingtaine de personnes. Il se décline autour de services et d'API. C'est aussi une vitrine grand public avec ses déclinaisons mobiles et un « espace professionnel » pour les données IGN et des applications spécifiques (Geosud, Edugéo, Remonter le temps, Mes cartes, géocodage, GPU – que l'IGN coproduit avec la DHUP.

Le système de clé/identifiants permet d'évaluer plus de 1500 applications utilisatrices ce qui est très important. Quelques chiffres sont présentés.

Au sujet de l'articulation Géoportail/Géocatalogue et la publication de données sur le Géoportail.

- L'idéal dans l'esprit de l'IGN serait que chaque donnée un point de publication unique et qu'ensuite le Géoportail récupère cette donnée au travers du Géocatalogue. L'IGN ne pousse pas à la publication native de données sur le Géoportail, sauf cas particuliers tels que :
 - o des données trop volumineuses,
 - o les organismes orphelins d'IDG, en complément du renseignement d'une fiche de métadonnées dans le Géocatalogue.
- Si une donnée à publier est disponible sur une PF régionale ou métier, ce serait au Géoportail de s'occuper du moissonnage et de la conservation dans son entrepôt de données afin de pouvoir assurer la qualité du service. On a encore beaucoup de double publication mais les outils se mettent en place.
- Et quid des données issues des territoires, susceptibles d'être consolidées même si elles ne sont pas homogènes et hébergées au niveau national sur le Géoportail ? L'outil Géoportail ne peut pas remplacer le travail des thématiciens sur les standards, même s'il y a des possibilités d'agrèger des données disparates (par ex : l'OCSOL même si le standard DGALN n'est pas respecté, ou des données communes en réponse à des schémas régionaux,...). Selon les métiers, il existe divers supports d'agrégation de données (ONEMA pour Topage...).
- A noter que qu'Etalab constate que certains producteurs locaux qui ne jouent pas le jeu d'Inspire diffusent des données sur data.gouv.fr qui ne figurent ni dans le Géocatalogue, ni dans le Géoportail (mais NB : cela ne pose pas de problème, l'infrastructure portant essentiellement sur les référentiels et agrégations à l'échelle nationale.)

Positionnement des PF vs usages :

Il serait intéressant de connaître les usages coté plateformes territoriales / nationales / data.gouv.fr : Qui cherche quoi et où ? Cela permettrait d'y voir plus clair.

- L'ambition des PF est de se positionner comme **des guichets uniques des données** dans les régions, que leur accès se fasse par services, et que grâce à l'interopérabilité, peu importe où la donnée soit stockée.
- Quelle serait la bonne raison pour que Géoportail reçoive toutes les données ? le Géoportail doit-il stocker l'ensemble du patrimoine français de données ?

- Etalab ne stocke pas les données, mais un simple transcodage à la volée permet de les rendre accessible en shape sur data.gouv.fr (NB : La passerelle archivera les données considérées comme disponibles à compter d'octobre 2016.)
- La question est bien celle de stratégie éditoriale de chaque partenaire : quelle place pour les PFR régionales ?
- Faut-il distinguer les données « référentiels » des données « métiers » ?
- Quid : de la nouvelle plateforme collaborative proposée par IGN ? Un espace d'agrégation des données, de travail qui réunit des acteurs sur des thématiques correspondant à une unité de lieu, de temps et d'action. Cela correspond à une évolution vers de la co-production de données géographiques.

→ *Il faudrait un fichier contributif commun de l'ensemble des services existants (catalogue des services ?) SIG LR, Etalab sont intéressés.*

Côté Etalab : les besoins :

- L'analyseur de WFS existe, il sera disponible sous forme d'API et de composants d'interface utilisateur (badges, widgets) à compter de septembre 2016. Cette fonctionnalité pourrait intéresser le Géocatalogue.
- NB : La passerelle utilise une liste de flux CSW qui a été constituée à partir du catalogue des IDG de l'AFIGEO ainsi que des demandes de référencement des PFR ou des collectivités. Il serait judicieux que chaque acteur détenant ce type de liste la publier sous licence ouverte, afin que les collectivités n'aient à faire le travail qu'une fois.
- Pour le moissonnage de la passerelle, la liste des flux CSW est nécessaire et cela joue le jeu de l'interopérabilité.

4. Point sur les Programmes d'investissement d'avenir.

Le PIA fonctionne comme un laboratoire d'innovation territoriale. Les candidatures au dernier PIA sont ouvertes jusqu'en septembre 2016 (sélection en novembre) pour enveloppe maxi de 500 000 € et un co-financement de 50%.

Le mode de travail collaboratif avec l'IGN sur les ERP impulsé par un PIA, est intéressant et pertinent pour les PF en termes de méthodologie, de community sourcing d'outils de collaboration. Il serait idéal de répliquer cette organisation pour de nombreux projets. Est-ce possible ?

Pour l'IGN cette démarche est très positive mais tout l'enjeu est de passer à la phase suivante d'industrialisation et de pérennisation des projets.

Pour le SGMAP, l'enjeu est le transfert du projet au sein des services des administrations. (NB : La passation est une étape difficile pour laquelle il n'y a pas de formule magique à ce jour. Ce qu'il faut savoir c'est que les produits (qui ne sont pas des "projets") n'ont pas de fin, ils continuent à évoluer tant qu'ils ont des utilisateurs. La phase d'industrialisation n'a de sens dans notre méthodologie. Changement d'acteur + changement de méthodologie = échec du produit. Ce qu'il faut c'est accepter de consacrer la méthodologie (agile) proposée au sein de son organisation plutôt que de partir du postulat que c'est une étape transitoire avant une "industrialisation".)

5. Conclusion

Ces interactions inter organismes ne relèvent pas que d'enjeux techniques, mais plutôt culturels : les pratiques et besoins des acteurs de l'open data ne sont pas les mêmes que ceux des professionnels de l'IG, même s'il y a des superpositions.

Pour Michel SEGARD comme pour tous les participants, ce type de réunion constitue un lieu de réflexion et de travail commun sur des thèmes d'intérêt. La combinaison d'acteurs nationaux et locaux permet de bien cerner les besoins en termes d'usages.

→ *Poursuivre les échanges de manière bipartite et faire un point d'étape régulier au travers d'échanges ouverts et productifs dans le cadre de l'AFIGEO apparait comme une piste de travail très pertinente.*